



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 469 – 25 novembre 2022

Zoom sur le commerce extérieur de l'UEMOA en 2021

- En 2021, les exportations de biens enregistrent un important rebond de 12%

Selon le [rapport sur le commerce extérieur de l'UEMOA en 2021](#) publié par la BCEAO, les exportations de biens et services des pays de l'Union se sont globalement

établies à 22 971,2 Mds FCFA (35 Mds EUR), en augmentation de 12,1% par rapport à 2020. En effet, les exportations de biens ont nettement progressé de 11,8% (soit +3,3 Mds EUR) en 2021 pour s'établir à 20 466 Mds FCFA (31,2 Mds EUR), tiré principalement par les ventes de produits pétroliers (+570 M EUR à 2,9 Mds EUR ; 3^{ème} produit d'exportation), des tissus et fils (+541 M EUR à 1,8 Md EUR ; 5^{ème}) et du caoutchouc (+403 M EUR à 1,5 Md EUR ; 6^{ème}). En termes de part, l'or (9,7 Mds EUR ; 31% des ventes de la zone) et les produits du cacao (5,8 Mds EUR ; 18,5%) sont les principaux produits exportés. Les principaux clients des pays de l'UEMOA en 2021 sont la Suisse (21,5% du total des exportations), le Nigeria (13%) et l'Afrique du Sud (6,6%). Par ailleurs, la même année, la Côte d'Ivoire comptait pour 40,6% du total des exportations de l'UEMOA, suivie du Burkina Faso (15%) et du Sénégal (13,9%). Enfin, la hausse globale des exportations se justifie également par la reprise des activités de services (+15,6% à 2 505,2 Mds FCFA, soit 3,8 Mds EUR), grâce principalement à la hausse des recettes de voyages (+50,2% à 1,1 Md EUR) et de transports (+3,6% à 794,2 M EUR) en lien avec la réouverture des frontières.

- La facture énergétique, premier poste à l'origine de la hausse des importations de 17%

Du côté des importations de biens et de services, elles se sont établies globalement en 2021 à 29 332 Mds FCFA (44,7 Mds EUR), en hausse de 16,9% par rapport à 2020. En particulier, les importations de biens ont augmenté de 17,4% en 2021 pour s'établir en valeur FOB à 21 652 Mds FCFA (33 Mds EUR), en lien principalement avec l'alourdissement de la facture énergétique (+1,5 Md EUR à 7,7 Mds EUR ; 1^{er} poste d'importation), la hausse des achats de machines et appareils (+967 M EUR à 5,6 Mds EUR ; 2^{ème}) et de matériels de transport (+903 M EUR à 3,1 Mds EUR ; 4^{ème}). A noter également la progression des achats de céréales (+870 M EUR à 3,3 Mds EUR), pour lesquels le riz représente 73%, et qui se classent 3^{ème} poste d'importation en 2021. Les principaux fournisseurs des pays de l'UEMOA sur la période sont la Chine (16,2% du total des importations), la France (11,6% du total) et l'Inde (7,8%). Aussi, la Côte d'Ivoire est à l'origine de 31,1% des importations de l'UEMOA, suivie par le Sénégal (20,9%) et le Mali (14,1%). Enfin les importations de services ont également progressé de 15,7% en 2021 pour s'établir à 7 680 Mds FCFA (11,7 Mds EUR), en lien essentiellement avec l'augmentation de la demande de services de transport (+29,8%).

LE CHIFFRE À RETENIR

1,2%

Le déficit commercial de l'UEMOA en 2021 (en % du PIB)

Le déficit de la balance des biens et services s'est creusé pour atteindre 6,4% du PIB en 2021

Avec une progression des importations plus importante que celle des exportations, le solde déficitaire **de la balance des biens et services s'est creusé à 6,4% du PIB de l'UEMOA en 2021**, contre 5,1% en 2020. En considérant uniquement les biens, le déficit commercial s'est établi à 1 186,1 Mds FCFA (1,8 Md EUR) en base FOB en 2021, représentant ainsi 1,2% du PIB de l'UEMOA (contre 0,2% en 2020). Toutefois, pris individuellement, 2 pays ont enregistré un excédent commercial en 2021 : **la Côte d'Ivoire (+1,6% du PIB de l'UEMOA)** et le Burkina Faso (+0,9%). **Jusqu'en 2021**, la Côte d'Ivoire est le seul pays de l'UEMOA à enregistrer habituellement un excédent de sa balance commerciale. Enfin, le déficit de la balance des services de l'Union s'est détérioré pour atteindre 5,2% du PIB en 2021, soit une hausse de 0,3 point de PIB par rapport à l'année précédente.

Commerce extérieur de biens des pays de l'UEMOA (en Mds FCFA)

Pays	Exportations (FOB)		Importations (CAF)		Solde commercial (% du PIB)	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Bénin	1 720,5	1 910,5	2 041,7	2 402,9	-0,0	-0,1
Burkina Faso	2 789,9	3 075,1	2 561,7	2 620,2	0,6	0,9
Côte d'Ivoire	7 169,8	8 337,2	6 395	7 953,3	1,9	1,6
Guinée-Bissau	123,1	119	208	237,4	-0,1	-0,1
Mali	2 759,4	2 781,1	2 939,6	3 620,9	0,3	-0,3
Niger	642,3	671,5	1 789,4	1 954,7	-1,0	-1,0
Sénégal	2 410,9	2 823	4 509,6	5 362,4	-1,5	-1,7
Togo	695	748,6	1 296,3	1 459,5	-0,4	-0,5
Total	18 310,9	20 466	18 449,7	21 652	-0,2	-1,2

Source : BCEAO

Régional

Lancement de la plateforme AELP Link dans le cadre du projet d'interconnexion des bourses africaines

Dans [un communiqué](#) publié le 18 novembre 2022, la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) a annoncé la mise en service de la plateforme AELP Link, qui vise à faciliter les transactions transfrontalières et la libre circulation des capitaux sur le continent. Ainsi, cette plateforme regroupe les données de marché en direct de 7 bourses africaines (UEMOA, Maroc, Egypte, Afrique du Sud, Kenya, Nigeria et Maurice) et permet aux courtiers d'accéder aux informations, de voir la profondeur et la liquidité des marchés et **d'effectuer des transactions**. La prochaine phase

du projet devrait inclure la mise en place de systèmes de paiement transfrontaliers ainsi que l'intégration des bourses du Ghana et du Botswana.

La Chine supprime les droits de douane en faveur de 3 pays d'Afrique de l'ouest

A partir du 1^{er} décembre 2022, la Chine [supprimera](#) les droits de douane sur 98% des produits importés en provenance de 9 pays africains, dont le Bénin, le Burkina Faso et la Guinée-Bissau. Cette mesure, en faveur des PMA ayant établi des relations diplomatiques avec **Pékin, a pour objectif d'accroître les importations de produits agricoles et de matières premières en provenance de l'Afrique**. Pour rappel, la Chine avait accordé des avantages similaires en septembre dernier à 16 pays, dont la Guinée et le Togo.

🇸🇳 Bénin

Inflation à +2,1% en g.a. en octobre 2022

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSTAD), le taux d'inflation [s'est établi](#) à +2,1% en glissement annuel (g.a.) en octobre 2022, contre -1,6% en g.a. le mois précédent. Cette évolution se justifie principalement par la hausse des prix des transports (+9,5% en g.a.) et du logement, de l'eau, du gaz, de l'électricité et autres combustibles (+5,8% en g.a.). Toutefois, cette tendance a été atténuée par la baisse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-0,8% en g.a.) et, dans une moindre mesure, par celle des communications (-0,2% en g.a.). En moyenne annuelle, le taux d'inflation est estimé à 1,5% en octobre 2022.

🇸🇳 Burkina Faso

Augmentation du capital de la Sonabhy

La Société nationale d'hydrocarbures Burkinabè (Sonabhy) [a annoncé](#) l'augmentation de son capital social de 3 à 20 Mds FCFA (de 4,6 à 30,5 M EUR), soit une augmentation de 17 Mds FCFA (25,9 M EUR). Cette opération, financée par les dividendes non distribués à l'Etat et qui a consisté en la création de 170 000 actions nouvelles, permettra de : (i) rassurer les créanciers de la Sonabhy sur ses capacités à rembourser sa dette ; (ii) renforcer la capacité d'investissement de l'entreprise de manière à créer de nouveaux dépôts régionaux ainsi que de procéder à la modernisation et à l'extension de dépôts existants ; (iii) bénéficier d'une plus grande stabilité économique et se montrer plus résilient face aux conditions de marché.

L'insécurité alimentaire pourrait toucher 16% de la population pendant la période de soudure en 2023

Selon les conclusions du Comité de prévision de la situation alimentaire et nutritionnelle (CPSA),

réuni les 17 au 18 novembre pour sa deuxième session de l'année, l'insécurité alimentaire [pourrait connaître](#) une nouvelle dégradation dans les prochains mois. En effet, si les céréales disponibles peuvent couvrir 96% des besoins de consommation de la population pour 2022-2023, dégageant un déficit brut de 297 812 tonnes, les disparités sont fortes entre les régions. Ainsi, 19 provinces sur 45 seraient déficitaires et près de 60% des ménages agricoles ne devraient pas pouvoir couvrir leurs besoins avec leur propre production. L'insécurité alimentaire pendant la période de soudure 2023 (juin-août) pourrait ainsi affecter 3,5 M de personnes, ce qui représenterait 16% de la population.

🇸🇳 Cap-Vert

52,5 M USD de la Banque mondiale pour aider à une reprise résiliente et équitable

Dans [un communiqué](#) publié le 17 novembre 2022, la Banque mondiale a annoncé l'octroi d'un financement de 52,5 M USD au Cap-Vert en vue de renforcer les bases d'une reprise résiliente au changement climatique et équitable, tirée par le secteur privé. Ce financement se divise en un appui budgétaire direct de 42,5 M USD et une option de secours différé en cas de catastrophe de 10 M USD, qui pourra être rapidement décaissée pour répondre à une catastrophe naturelle, y compris des chocs liés au climat et à la santé publique. Il permettra notamment au pays de faire face aux chocs actuels liés à la guerre en Ukraine.

Vers une privatisation de l'entreprise nationale d'électricité, très endettée

La société nationale Electra [a contracté](#) un prêt de 360 M CVE (3,3 M EUR), garanti par l'Etat pour faire face à ses difficultés de trésorerie et assurer la continuité des services. Cet emprunt fait suite à un autre crédit contracté en septembre dernier pour un montant de 1 080 M CVE (9,8 M EUR). Le gouvernement a approuvé en juillet dernier la scission d'Electra en 3 sociétés indépendantes, effective en janvier 2023. Cette scission est

préalable à un processus de privatisation de l'entreprise, décidée par le gouvernement.

🍷 Côte d'Ivoire

Le Patronat et les centrales syndicales conviennent d'une revalorisation du SMIG à environ 114 EUR

Dans [un communiqué](#) signé le 7 novembre 2022, la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), la Fédération ivoirienne des petites et moyennes entreprises (FIPME) et les centrales syndicales ont convenu d'une revalorisation du Salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) à 75 000 FCFA (114,3 EUR), soit une hausse de 25%. Cette augmentation, déterminée à partir des données d'inflation de l'Institut national des statistiques (INS) sur la période janvier 2014 – juin 2022, intervient dans un contexte de hausse des prix des produits de base en raison de la pandémie à COVID-19 et de la guerre en Ukraine. Toutefois, avant d'être entérinée, avec prise d'effet au 1^{er} janvier 2023, cette décision doit faire l'objet d'une approbation par les autorités ivoiriennes.

Lancement de la Phase 2 du Projet d'investissement forestier

Le 23 novembre 2022, le Ministre des Eaux et Forêts [a lancé](#) officiellement la 2^{ème} phase du Projet d'investissement forestier (PIF2), financé par la Banque mondiale à hauteur de 94 Mds FCFA (143,3 M EUR). Ce projet vise à restaurer le couvert forestier ivoirien à travers : (i) **la conservation et l'expansion du stock forestier par le biais d'un programme de reboisement intensif** sur 20 000 hectares de forêts ; (ii) la conservation de la biodiversité dans quatre parcs nationaux. Le projet intégrera des mesures de sauvegarde sociale en faveur des populations installées dans les forêts classées en y associant étroitement des mesures de sauvegardes environnementales.

Lancement officiel de Trace Academia, nouvelle application au service de la formation en ligne

Le lancement officiel de Trace Academia en Côte d'Ivoire [a eu lieu](#) le 21 novembre 2022 en présence de plusieurs officiels, dont le Ministre de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique (MPJIPSC) ainsi que le PDG et co-fondateur du groupe Trace. **L'application de formation en ligne, gratuite et illimitée, offre des cours et des certificats consacrés à l'emploi et à l'entrepreneuriat, coproduits avec le MPJIPSC. Ce lancement fait suite à la signature d'une convention entre le MPJIPSC et la plateforme multimédia mondiale Trace en juillet 2022, visant à : (i) amener les jeunes en situation de décrochage scolaire ou professionnel vers la formation et l'emploi et (ii) les sensibiliser à la diversité des métiers et secteurs d'activité.**

🍷 Guinée

Accord avec les services du FMI pour un financement d'urgence de 69 M USD pour faire face aux chocs alimentaires

Dans [un communiqué](#) publié le 23 novembre 2022, les services du FMI ont annoncé avoir : (i) achevé les consultations au titre de l'article IV ; (ii) conclu un accord avec le gouvernement guinéen pour l'octroi, à travers le nouveau guichet pour les chocs alimentaires, d'un financement de 69 M USD en vue de faire face à **l'insécurité alimentaire croissante**. Selon le FMI, grâce au dynamisme du secteur minier, le taux de croissance atteindrait 4,7% en 2022 (contre 4,4% en 2021) tandis que l'inflation devrait se maintenir autour de 12%. En outre, la perte fiscale induite par les mesures d'allègement des prix des denrées et des carburants a représenté environ 2,1% du PIB en 2022 tandis que près de 11% de la population devrait atteindre un stade d'insécurité alimentaire sévère d'ici la fin de l'année. Selon le communiqué, la demande de financement de la Guinée sera bientôt examinée par le Conseil d'administration du FMI.

23 M USD de la BAfD pour soutenir la production de riz, maïs et tubercules

Dans un communiqué publié le 21 novembre 2022, la Banque africaine de développement (BAfD) [a annoncé](#) l'octroi d'un appui de 23 M USD à la Guinée, composé d'un prêt concessionnel de 13 M USD et d'un don de 10 M USD. Ce financement permettra la mise en place du Projet de production alimentaire d'urgence qui vise à : (i) atténuer les effets de la hausse des prix des denrées alimentaires ; (ii) améliorer la production et la productivité des filières riz, maïs, manioc, d'igname et de pomme de terre. Les producteurs recevront notamment des engrais et des semences et bénéficieront de transferts de technologie et de conseils agricoles. Le projet devrait toucher directement 35 750 agriculteurs, dont 30% de femmes, ainsi que 1 650 fermes.

Guinée-Bissau

Accord avec les services du FMI pour la mise en place d'un programme FEC de 36,3 M USD sur 36 mois

Dans [un communiqué](#) publié le 21 novembre 2022, les services du FMI ont annoncé avoir trouvé un accord avec les autorités de Guinée-Bissau pour la mise en place d'un programme appuyé par une Facilité élargie de crédit (FEC) d'un montant de 36,3 M USD sur 36 mois, soumis toutefois à l'approbation du Conseil d'administration du FMI. En raison des conséquences de la guerre en Ukraine, la croissance économique devrait ralentir à 3,5% en 2022 tandis que l'inflation serait supérieure à 7%. En outre, malgré l'amélioration de la collecte des recettes, le déficit budgétaire est attendu à 5% la même année en raison du dépassement des dépenses, particulièrement salariales. Le pays demeure en risque de surendettement élevé, la dette publique atteignant plus de 80% du PIB en 2022. Ainsi, les objectifs du nouveau programme sont de garantir la viabilité de la dette tout en soutenant la reprise économique et en créant un

espace budgétaire pour soutenir une croissance durable et inclusive.

Libéria

La Banque centrale maintient son taux directeur à 15%

Le 16 novembre 2022, le Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque centrale du Libéria (CBL) [s'est réuni](#) afin d'examiner la conjoncture économique. Ainsi, le taux de croissance est projeté à 3,7% en 2022 (contre 5% en 2021) tandis que l'inflation atteindrait environ 7,5%. Par ailleurs, le déficit commercial s'est creusé au 3^{ème} trimestre 2022 pour atteindre 4,9% du PIB, contre 1,9% du PIB au trimestre précédent. Ainsi, le CPM a décidé entre autres : (i) de maintenir le taux directeur de la CBL à 15% ; (ii) de maintenir la facilité de prêt permanent à 17,5% et de suspendre la facilité de dépôt permanent ; (iii) d'harmoniser prochainement les ratios de réserves obligatoires applicables aux dépôts en LD et en USD pour une mise en application dès le 1^{er} janvier 2023.

5,1 M USD de la BAfD pour le Programme de production alimentaire d'urgence

Dans [un communiqué](#) publié le 24 novembre 2022, la Banque africaine de développement (BAfD) a annoncé l'octroi d'un financement à hauteur de 5,1 M USD dans le cadre du Programme de production alimentaire d'urgence, composé d'un don de 2,3 M USD et d'un prêt de 2,8 M USD. Cette enveloppe permettra de soutenir l'agriculture libérienne, afin d'augmenter la production de denrées alimentaires et d'atténuer l'impact de la guerre en Ukraine, 50% de la population du pays étant considérée en situation d'insécurité alimentaire. Dans le détail, il permettra de faciliter la fourniture d'intrants aux agriculteurs, de verser des subventions versées par le gouvernement sous forme d'incitation à l'investissement. Ce programme fait partie de la Facilité africaine de production alimentaire d'urgence (AEFPF), lancée par la BAfD en juillet 2022.

🇲🇱 Mali

30 M USD de la BM pour soutenir l'agriculture et les ménages ruraux

Le 9 novembre 2022, la Banque mondiale (BM) [a approuvé](#) un financement additionnel de 30 M USD dans le cadre du Projet de développement de la productivité et de la diversification agricole dans les zones arides du Mali (PDAZAM). Cette enveloppe permettra **d'apporter une** réponse d'urgence à l'insécurité alimentaire et aux pressions inflationnistes. Pour rappel, le PDAZAM vise à améliorer la productivité agricole et à renforcer la résilience des ménages ruraux vivant dans des zones arides, dans un contexte de crise climatique renforçant l'insécurité alimentaire. **Plus concrètement**, 193 000 ménages maliens bénéficieront de transferts monétaires directs contre 40 000 actuellement.

🇲🇷 Mauritanie

Signature d'un protocole d'accord entre le gouvernement et Technip Energies

Le 22 novembre 2022, lors de la 6^{ème} conférence internationale des "Mauritanides" portant sur l'exploitation minière et l'énergie, le ministère du Pétrole, de l'Énergie et des Mines a signé [un protocole d'accord](#) avec l'entreprise française Technip Energies. Cet accord comprend plusieurs domaines de coopération, dont un volet formation pour des ingénieurs, des techniciens et des cadres mauritaniens ainsi que des études communes sur la transition énergétique et la monétisation du gaz.

🇳🇮 Niger

150 M EUR de plusieurs institutions financières en faveur des PME

Le 22 novembre 2022, plusieurs institutions financières [ont annoncé](#) la mise à disposition d'une enveloppe d'environ 100 Mds FCFA

(152,4 M EUR) de garantie en faveur du dispositif d'appui au financement des PME nigériennes en cours de mise en place sous la houlette du Conseil économique, social et culturel (CESOC). Les institutions en question, à savoir le Fonds de solidarité africain (FSA), le Fonds africain de garantie et de coopération économique (FAGACE), l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique (ATI-ACA), le Fonds africain de garantie (AGF) et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), se sont par ailleurs engagées à utiliser leurs instruments de garantie et de financement pour faciliter la mobilisation de 1 Md USD sur les douze prochains mois, en soutien aux micros, petites et moyennes entreprises africaines.

Tenue du Sommet de l'UA sur l'industrialisation et la diversification économique à Niamey

Du 20 au 25 novembre 2022, le Sommet de l'Union africaine (UA) sur l'industrialisation et la diversification économique [s'est tenu](#) à Niamey. Ce sommet, organisé sous le thème "Industrialiser l'Afrique : renouveler les engagements en faveur d'une industrialisation et d'une diversification économique inclusives et durables", aura accueilli une vingtaine de chefs **d'Etats du continent**. Les thèmes abordés auront été, entre autres, la ZLECAf, le rôle du secteur public, les innovations technologiques, les chaînes de valeur régionales, la féminisation du secteur industriel et l'industrie pharmaceutique.

🇸🇳 Sénégal

Restitution d'une étude sur la pauvreté

Dans le cadre d'un atelier de restitution tenu le 23 novembre 2022, le Bureau opérationnel de suivi du Plan Sénégal Emergent (BOS PSE) [a présenté](#) les conclusions d'une étude sur la transition dans la pauvreté et les inégalités entre 2011 et 2019 au Sénégal. Ainsi, en valeur absolue, le nombre de personnes pauvres serait passé de 6,3 M en moyenne entre 2001 et 2011 à 6 M en moyenne entre 2012 et 2019, soit une diminution

de 5% entre les deux périodes. Selon les données de 2018, le Sénégal disposerait du plus faible taux de pauvreté de l'UEMOA (37,8%), en lien avec la mise en œuvre depuis 2014 des politiques socioéconomiques du PSE. L'étude renseigne que la pauvreté est plus accentuée en milieu rural (61%, contre 35,7% en milieu urbain).

Les produits pétroliers représentent près de 30% des importations sur les 9 premiers mois de 2022

Selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), les exportations se sont établies à 2 658,9 Mds FCFA (4 Mds EUR) sur les 9 premiers mois de 2022, en hausse de 28,8% en glissement annuel (g.a.), tandis que les importations ont atteint 5 391,2 Mds FCFA (8,2 Mds EUR), soit une progression de 41,5%. Les principaux produits exportés ont été les produits pétroliers (17,2% du total des ventes), l'or (16%) et l'acide phosphorique (13,9%) tandis que les principaux produits importés ont été les produits pétroliers (29,5% du total des achats), les machines et appareils (10,4%) et les céréales (9,4%). Sur cette période, les principaux clients du Sénégal ont été le Mali (18,7% du total des ventes), l'Inde (15,8%) et la Suisse (11,1%) tandis que les principaux fournisseurs ont été la France (12,9% des achats), la Chine (10,3%) et l'Inde (7,1%).

Sierra Leone

Inflation à +33% en g.a. en octobre 2022

Selon l'institut national en charge de la statistique, le taux d'inflation s'est établi à +33% en glissement annuel (g.a.) au mois d'octobre 2022, contre +29,1% en g.a. le mois précédent. Cette évolution se justifie principalement par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+40,1% en g.a.), des transports (+42,1% en g.a.) ou encore des restaurants et hôtels (+48,8% en g.a.). En outre, cette hausse varie selon les régions: le Sud affiche le plus important taux d'inflation (+37,1% en g.a.) tandis que la région Nord-Est enregistre le plus faible (+25,9% en g.a.).

Togo

25 M USD des Émirats arabes unis pour l'extension de la centrale solaire de Blitta

Le 21 novembre 2022, le Ministre de l'Economie et des Finances a signé une convention de financement de 25 M USD avec l'Office des exportations d'Abu Dhabi (ADEX) pour l'extension de la centrale solaire photovoltaïque de Blitta. Dans le détail, ce financement permettra de : (i) porter la capacité de la centrale de 50 MW à 70 MW avec un système de stockage sur batterie pour étendre la disponibilité de l'énergie au réseau électrique la nuit ; (ii) alimenter 222 000 foyers, contre 158 333 actuellement. Le projet s'inscrit dans la volonté du gouvernement de réaliser l'accès universel à l'électricité à l'horizon 2030 et d'accroître à 50% la part du renouvelable dans le mix énergétique.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international